

Auvergne Rhône-Alpes

Rentrée scolaire : des dizaines d'enfants à la rue dans l'Ain

290 mineurs ne disposaient pas de solution d'hébergement fin août dans la région. Dans l'Ain, des dizaines de mineurs se trouvaient dans la même situation.

L'Unicef et la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) ont rendu public ce jeudi 29 août leur 6^e baromètre. Ce document fait état d'une « augmentation alarmante » du nombre d'enfants sans-abri à la veille de la rentrée scolaire. Selon cette étude, 290 mineurs se trouvaient sans solution d'hébergement le 19 août dernier pour la seule région Auvergne Rhône-Alpes, soit une augmentation de 11 % sur un an.

« Vous avez plus de 2 000 enfants dans les rues de ce pays. Il y a eu un engagement pris par le gouvernement en 2022 à les sortir de cette impasse, que nous attendons toujours », déplore Pascal Brice, président de la Fédération des Acteurs de la Solidarité. « Cette augmentation est une tragédie », s'indigne pour sa part Adeline Hazan. « Pour la sixième fois, notre baromètre révèle une dégradation constante de la situation, en violation flagrante des principes de la Convention internationale des droits de l'enfant, que



Le Collectif Solidarité Migrants 01 a prévu une opération de tractage lundi prochain 2 septembre, devant les écoles de Bourg-en-Bresse. Pour réclamer l'application du principe de continuité et dénoncer la dégradation alarmante des conditions d'hébergement d'urgence. Archive Catherine Aulaz

la France a ratifiée », conclut la présidente de l'Unicef France.

Diverses actions de sensibilisation prévues dès lundi

Dans l'Ain, « ce chiffre était estimé à 18, en date du 19 août dernier », selon Mondane Jactat, la directrice régionale de la FAS. « Mais potentiellement, une trentaine d'enfants

supplémentaires risquent de se trouver dans la même situation dans les prochains jours », estime pour sa part Bernadette Perraud, pour le Collectif Solidarité Migrants 01 dans la mesure où un certain nombre de familles, entre autres au Centre d'hébergement hivernal (CHH), se sont vues notifier dernièrement leurs avis d'expulsion (nos éditions du 22 août).

Selon son propre décompte, le Collectif Solidarité Migrants 01 a recensé 12 enfants (cinq familles) au CHH de la rue du Docteur Nodet. Huit autres le seraient au Foyer Renoir (trois familles), trois à la Chambière (une famille), et encore trois au Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) pour n'évoquer que Bourg-en-Bresse. Car trois familles, soit neuf

personnes dont cinq enfants sont soumises au même sort à Dortan...

Une situation qui interpelle. D'autant que la rencontre du Collectif Solidarité Migrants 01, ce jeudi 29 août, avec les services de l'État, en l'occurrence la Direction départementale de l'emploi, du travail et de la solidarité (DDETS) n'a permis aucune avancée. « C'est visiblement le discours du Ministère de l'Intérieur qui l'emporte sur celui des Affaires sociales », regrette Bernadette Perraud.

Qu'à cela ne tienne, ce lundi 2 septembre, le collectif prévoit la mise en place d'une opération de tractage pour informer la population dans les écoles, collèges et lycées où sont scolarisés ces enfants à Bourg-en-Bresse (Baudin, Parant, Les Lilas, Peloux et Charles-Jarrin, les collèges de Brou et Thomas-Riboud, les lycées Marcelle-Pardée et Gabriel-Voisin).

Le lendemain, mardi 3 septembre, un rassemblement de sensibilisation est également annoncé devant la préfecture à 18 heures. Avec une collecte « de tout matériel utile » à l'installation d'un campement dans un bâtiment qui serait réquisitionné, et en un lieu qui reste à déterminer...

● Emmanuel Marquez